



JOURNEE DES PORTEURS DE PROJETS

PON FSE IEJ 2014-2020

28 JUIN 2019

COMPTE-RENDU

TABLE RONDE N°1

Le FSE et les jeunes d'Île-de-France : témoignages et parcours

Animateur : Mohammed CHEKROUNI, directeur adjoint du Travail, responsable des actions territorialisées et de l'Accès à l'emploi à l'UD DIRECCTE 93.

Intervenants : Hakim HOCINE, directeur de *Convergence 93*

Fadette TAIBI et Ambdi MAOULIDA, participants

Hélène BLACHER, co-directrice de *Colombbus*

Alexandre GRYNBAUM, participant



Mohammed CHEKROUNI rappelle la difficulté de capter des jeunes et de les fidéliser. Il évoque la nécessité de renforcer le suivi et de personnaliser des accompagnements. Il importe de travailler les *soft skills* et de repenser la façon dont les métiers en tension sont présentés aux jeunes afin de provoquer leur intérêt. Le FSE est un des leviers pour développer des opérations encadrantes permettant de déboucher sur des sorties positives.

1. Convergence 93

- **Présentation du projet « L'accompagnement renforcé vers et dans l'emploi des jeunes NEETs des Missions locales de Seine-Saint-Denis »**

Hakim HOCINE présente la structure de *Convergence 93* qui comprend 10 missions locales du département de la Seine-Saint-Denis assurant le suivi d'environ 33 000 jeunes. Le projet financé par

le Programme opérationnel national Initiative Emploi des jeunes (IEJ) se déroule de 2018 à 2020 et prévoit l'accompagnement de 2 404 jeunes par 25 conseillers. Pour le directeur la plus-value de l'opération par rapport au droit commun est « le calibrage ».

Le projet implique un suivi du public NEET pendant 12 mois : accompagnement du jeune dans sa recherche d'emploi, de formation ou de stage. Au 31 décembre 2018, 930 jeunes ont été accompagnés par 15 conseillers, dont 610 ont bénéficié d'une situation positive, soit 66%.

Afin de promouvoir l'inclusion de tous, un conseiller spécialisé sur la question du handicap assure la participation du public jeune handicapé.

L'engagement de l'Europe pour l'insertion professionnelle des jeunes a été évoqué aussi lors d'une visite du Parlement européen et de la Commission européenne les 13 et 14 mai 2019. L'un des résultats de cette visite a été l'évolution de l'intérêt des jeunes pour les questions européennes.

Mohammed CHEKROUNI se questionne sur la plus-value dans la fidélisation des jeunes sur une telle opération. **Hakim HOCINE** estime qu'il y a 45% de sorties positives en droit commun, 55% en garantie jeune et 70% en IEJ. Le temps dédié et le travail qualitatif et personnalisé sont essentiels.

Fadette TAIBI, participante du projet, témoigne qu'elle a été orientée par la Mission locale de Montreuil qui lui a permis d'avancer sur son projet professionnel et de développer des compétences sociales. Un autre participant, **Ambdi MAOULIDA**, a pu intégrer le projet à la suite de la garantie jeune. Cela lui a donné l'opportunité de consolider son projet professionnel par le biais des stages et des formations et de bénéficier d'un accompagnement renforcé quasi quotidien.

2. Colombbus

- **Présentation du projet « Parkour Numerik'UP »**

Hélène BLACHER présente l'association Colombbus qui utilise le numérique comme un levier d'inclusion sociale, centrée sur Île-de-France.

Le projet soutenu par le programme opérationnel IEJ 2014-2020 vise la remobilisation des jeunes de 16 à 25 ans par le numérique. A travers un parcours de 5 semaines, 10-12 jeunes peuvent approcher les thématiques liées au graphisme, à la programmation et au multimédia pour 20 heures par semaines. Tout au long de cette période, ils bénéficient d'un accompagnement professionnel proposé par une conseillère d'insertion et participent aux ateliers d'initiation à la fabrication numérique Carrefour Numérique², Fablab de la Cité des Sciences, etc.

Les résultats de l'opération sont plus qu'encourageants : 91% des jeunes vont au bout du projet qui se déroule à Paris et en Essonne ; 90% ont un projet professionnel à la sortie ; 68% ont même un plan d'action ; 30% ont repris des études ou sont en formation et 4% ont trouvé un emploi durable.

Alexandre GRYNBAUM, l'un des 29 jeunes ayant participé dans le programme, témoigne qu'il a été orienté par l'école de la deuxième chance vers Colombbus. Cela lui a permis de construire un projet professionnel et de réfléchir pour la suite.

TABLE RONDE N°2

Vers l'insertion socio-professionnelle des publics les plus éloignés de l'emploi

Animatrice : Fabienne VAUGUET, adjointe du chef de département du FSE et cheffe du service Programmation et organismes intermédiaires (SPOI)

Intervenants : Cécile LACHAUX, chef du service insertion de la direction de la Vie sociale, Conseil Départemental du Val-d'Oise

Tatiana PRIEZ, directrice de l'Institut de formation d'animation et de conseil - IFAC 95

Mehdi ZARAT, directeur du PLIE de Paris

Gonul EMINOV, référente de parcours PLIE



Fabienne VAUGUET ouvre la table ronde en rappelant l'objectif de l'UE pour 2020 : réduire d'au moins 20 millions le nombre de personnes touchées ou menacées par la pauvreté ou l'exclusion sociale. Entre 2008 et 2014, le taux de personnes concernées par la pauvreté a augmenté de 3 points. Pour répondre à cette situation le FSE intervient afin de préparer les salariés aux changements économiques, d'aider les chômeurs et les inactifs à trouver un emploi ou une formation, de remobiliser les jeunes dans leur parcours professionnel.

Il est question de la mise en place de cette impulsion dans le département du Val-d'Oise et de Paris, qui se traduit par une approche territorialisée et sur mesure pour les personnes en insertion.

1. Conseil départemental 95 et IFAC 95

- **Présentation du projet « Dynamique insertion »**

Cécile LACHAUX donne l'exemple d'un des organismes intermédiaires (OI), le conseil départemental du Val-d'Oise, qui est le 4^e département comptabilisant le plus de bénéficiaires du RSA (BRSA), une surreprésentation pour ses 1,2 millions habitants. Ce nombre a fortement augmenté depuis les 10 dernières années et le département recense aujourd'hui 33 700 foyers BRSA.

L'appel à projets mis en œuvre par l'OI comprend 7 parcours d'insertion, dont 2 sont financés par le FSE pour 4 226 personnes accompagnées.

L'un des projets soutenus est celui de l'IFAC 95 qui propose un parcours dynamique pour le public le plus éloigné de l'emploi. Cela s'inscrit dans le pacte Plan pauvreté signé avec l'Etat qui permet d'articuler des crédits supplémentaires pour l'accompagnement de BRSA avec le FSE. Un appel à projets sera publié dans les prochains 6 mois afin d'atteindre l'objectif : trois fois plus de parcours d'accompagnement global renforcé.

Tatiana PRIEZ présente l'action d'IFAC 95 qui utilise le bénévolat comme un outil d'insertion. L'IFAC soutient les politiques du département à l'égard des BRSA depuis sa création en 1999. L'équipe de 5 personnes (2 chargés d'insertion, une conseillère partenariat, 1 coordinateur et 1 secrétaire) assure l'accompagnement individuel avec 299 personnes suivies sur le territoire en 2018.

Sont proposés aux BRSA les missions de bénévolat au sein des collectivités territoriales ou des associations. Accompagnées par le chargé d'insertion, les personnes passent un entretien tripartite avec la structure choisie et restent environ un an sur le dispositif. Tous les mois, les BRSA reçoivent des tickets services selon le nombre d'heures de bénévolat réalisées. Ces tickets leur permettent d'acheter des biens non alimentaires. Les actions menées varient : très humanitaires au début, elles sont plus orientées vers l'insertion professionnelle vers la fin.

Parmi tous les BRSA accompagnés, 35 ont trouvé un emploi.

- **Echanges avec la salle**

Une question est posée sur la valorisation du bénévolat et le pré-emploi.

Tatiana PRIEZ explique que pour le moment il n'y a pas encore de moyen légal pour valoriser le bénévolat mais elle espère qu'à terme ce public aura cette reconnaissance. En tout cas, cette expérience est un atout dans le CV.

2. EPEC – PLIE de Paris

Mehdi ZARAT présente l'EPEC qui s'étend sur 9 arrondissements parisiens et couvre tous les QPV de Paris. L'accompagnement proposé dans le cadre du PLIE est de 22 mois en moyenne et permet de travailler en complémentarité totale avec les travailleurs sociaux et de venir en renfort du droit commun.

36 référents, dont 12 salariés d'EPEC et 24 venant des opérateurs externes, assurent la mise en place du dispositif, la diversité des opérateurs et leur implantation locale apportent une plus-value à ce qui est proposé déjà localement. L'intervention est fortement concentrée sur les 18^e, 19^e et 20^e arrondissements et depuis les 3 dernières années le public comprend une part plus grande des

seniors de plus de 55 ans. Des expérimentations sont aussi montées pour voir comment capter les réfugiés. En 2018, le Plie de Paris a accompagné 3150 personnes avec un taux de retour à l'emploi de 47%.

Gonul EMINOV ajoute qu'elle est arrivée sur le poste de référente de parcours en 2013 où il s'agissait d'accompagner uniquement des chefs de familles monoparentales. Sa file active compte environ 70-73 personnes sur l'année et depuis 2016 son accompagnement s'est élargi à tout public avec toujours principalement de femmes, cheffes de familles monoparentales et hébergées à l'hôtel. L'accompagnement proposé par le référent PLIE est un accompagnement renforcé, personnalisé et individualisé qui prend en compte la situation de la personne dans sa globalité. Cela implique souvent le travail en binôme avec un travailleur social pour tenter de lever les freins périphériques que rencontre le participant PLIE. Durant la phase d'accueil, le travail sur le projet professionnel de la personne est entamé et un diagnostic est établi. Elle dure environ un mois et demi, phase déterminante à l'intégration ou non de la personne au dispositif, qui se fait de manière volontaire. L'objectif de cette étape vise à vérifier l'éligibilité de la personne et si elle prête à s'engager sur un parcours vers l'emploi qui dure en moyenne 18 à 24 mois.

L'avantage à Paris est qu'il y a plusieurs acteurs de l'emploi, comme les structures de l'insertion par l'activité économique, que le référent sollicite pour que le participant puisse accéder plus rapidement à un emploi de parcours.

L'accompagnement dans le cadre du PLIE apporte de la sécurité car il n'y a pas d'urgence. Par exemple, une personne à l'hôtel qui a été orientée vers l'emploi peut entamer la procédure de recherche de logement après avoir reçu ses trois fiches de paie. L'objectif du PLIE est d'accompagner les personnes pas à pas, d'aller à leur rythme, de proposer un cadrage et un filet de sécurité. L'échec fait partie de la réussite et le projet professionnel s'est construit à partir de ces expériences. Le référent joue le rôle d'intermédiaire.